

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 03/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELF 3 REAU

38, Rue de Berri
75008 Paris

Référence : E4/23-1931
Code AIOT : 0006520226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement ELF 3 REAU implanté Parc d'activité de l'A5 rue Denis Papin 77550 Réau. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELF 3 REAU
- Parc d'activité de l'A5 rue Denis Papin 77550 Réau
- Code AIOT : 0006520226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIGMA 12 a été autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de matières et produits combustibles par arrêté préfectoral n°17 DCSE IC 005 du 15 février 2017.

Par courrier préfectoral référencé, E-4/19 n°0174, du 29 janvier 2019, le changement d'exploitant au profit de la société PACO REAU LOGISTICS SNC a été acté.

Un nouveau transfert de l'autorisation environnementale, au bénéfice de la société ELF 3 REAU, a été acté par courrier préfectoral n°E-4/20-1583 en date du 24 août 2020.

Le 31 décembre 2021, l'arrêté préfectoral n°2021/DRIEE/UD 77/168, imposant des prescriptions

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 25/07/2023 de l'établissement ELF 3 REAU implanté parc d'activité de l'A5, rue Denis Papin, 77550 Réau, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Rejets atmosphériques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017 article 3.2.4 - délai : 4 mois à compter de la date de la lettre de suite ;
- Entretien et conduite des installations de traitement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017 article 4.3.3 - délai : 15 jours à compter de la date de la lettre de suite ;
- Entretien des moyens d'intervention - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017 article 7.2.4.2 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite ;
- Protection contre la foudre - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017 article 7.5.4 - délai : 15 jours à compter de la date de la lettre de suite ;
- Issues - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2021 article 1.2.3 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite ;
- Circulation dans l'établissement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017 article 7.1.5 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

complémentaires à la société ELF 3 REAU a été délivré.

Les installations sont soumises au régime de l'autorisation au titre des rubriques 1510-2-a et 4801-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910-A-2, 4330, 4331, 4510, 4511, 4755-2-b, et au régime de la déclaration au titre des rubriques 4320-2, 2171 et 2925-1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels ;
- risques chroniques ;
- produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées
 - ✓ les observations éventuelles
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
10	Issues	AP Complémentaire du 31/12/2021, article 1.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4-I	/	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.1.2	/	Sans objet
6	Eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.3.10	/	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.3.2	/	Sans objet
12	Locaux de charge	Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 8.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non-conformités ont été relevées, notamment dues à des documents manquants. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de disposer de tous les documents permettant de justifier des actions réalisées.

Il est également constaté que les prestataires réalisant les contrôles des eaux pluviales et des rejets atmosphériques ne prennent pas en compte les valeurs limites d'émission prescrites dans les arrêtés préfectoraux encadrant l'exploitation du site. Il convient donc de faire le nécessaire auprès des prestataires pour qu'ils aient à disposition toutes les informations nécessaires relatives à l'exploitation des chaudières et à la surveillance des eaux pluviales.

Il a également été observé, côté Transalliance, le non-respect des emplacements de stockage pouvant gêner l'accès à la voie engins par les services de secours, à l'extérieur, mais pouvant également gêner l'évacuation du personnel à l'intérieur de l'entrepôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4-I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats : Log'S <p>Un état des stocks par rubrique ICPE, quantité et volume est établi de façon hebdomadaire. Les stockages présentant un risque particulier comme le gasoil destiné aux installations de sprinklage sont bien présents. Un état des matières stockées simplifié est également disponible.</p> <p>L'état des stocks est accessible facilement et en toute circonstance par l'exploitant.</p> <p>Un plan des stockages est annexé à l'état des stocks.</p>

L'exploitant réalise un inventaire physique annuel. Pour deux de ses clients, cet inventaire est réalisé en juin de chaque année ; pour le troisième client, il est effectué en fin d'année.

Transalliance

Un unique état des stocks est réalisé quotidiennement. En effet, le locataire n'abritant qu'une seule rubrique ICPE, il établit son état des matières stockées en fonction de la typologie des produits.

Une extraction quotidienne est réalisée et transmise au PC de sécurité.

Un recalage annuel est réalisé en fin d'année par un inventaire physique.

Lors de l'inspection de 2021, il avait été demandé au locataire Transalliance de tenir à jour un état des stocks de liquide par cellule car la rétention des eaux incendie a été dimensionnée à partir d'une quantité maximale de 4808 m³ par cellule. Il convient donc de veiller à ne pas dépasser cette valeur.

L'état des stocks de liquide par cellule a bien été mis en place ; ce dernier a permis de constater que le volume maximal de liquide est rencontré en cellule 6 (3134,11 m³) le jour de l'inspection.

Observations : Le locataire Log'S a informé l'inspection des installations classées que son principal client est parti le 31/12/2022. Par conséquent, l'entrepôt est resté quasi sans activité pendant 3 mois. La reprise d'activité s'est faite courant avril avec l'arrivée de 3 clients.

Le locataire Transalliance travaille avec un unique client. Ce dernier est un grand distributeur de boissons. Aussi l'entrepôt ne stocke que des boissons non alcoolisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 3.2.4											
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : A des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O ₂ précisée dans le tableau ci-dessous :											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Concentrations instantanées en mg/Nm³</th><th>Conduit n°1</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Concentration en O₂ de référence</td><td>3 %</td></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>5</td></tr> <tr> <td>SO₂</td><td>35</td></tr> <tr> <td>NO_x en équivalent NO₂</td><td>100</td></tr> </tbody> </table>	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Concentration en O ₂ de référence	3 %	Poussières	5	SO ₂	35	NO _x en équivalent NO ₂	100	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1										
Concentration en O ₂ de référence	3 %										
Poussières	5										
SO ₂	35										
NO _x en équivalent NO ₂	100										
Constats : Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des chaudières du site a été réalisé le 27/11/2020. L'exploitant reconnaît ne pas avoir procédé aux mesures des rejets atmosphériques depuis plusieurs années. Ces dernières seront réalisées lors de la mise en route des chaudières, soit courant novembre 2023. Dans le rapport de contrôle de la chaudière de Log'S, il est indiqué que <i>"la chaudière étant d'une puissance inférieure à 1MW, elle n'est pas soumise à l'arrêté du 3 août 2018. Aucune VLE n'a donc été appliquée."</i> Or, il est rappelé que les valeurs limites d'émission (VLE) fixées dans l'arrêté préfectoral doivent être prises comme référence. Dans le rapport de contrôle de la chaudière de Transalliance, il est mentionné que <i>"la chaudière est soumise à l'arrêté du 3 août 2018. Cependant, sa mise en service étant antérieure au 20 décembre 2018, les VLE ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 2030."</i> Aucune VLE n'a donc été appliquée. Or, comme pour la chaudière de Log'S, les VLE fixées dans l'arrêté préfectoral s'appliquent également. En prenant en compte les VLE fixées dans l'arrêté préfectoral, il apparaît que les 2 chaudières sont non-conformes pour le paramètre O ₂ et que la chaudière de Transalliance est non-conforme pour le paramètre Nox. Par ailleurs, aucune mesure des poussières et de SO ₂ n'a été réalisée alors que ces paramètres sont prescrits dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les prochains résultats des mesures des rejets atmosphériques. Ces mesures porteront notamment sur les paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral du 15 février 2017 à savoir : O ₂ , poussières, NOx et SO ₂ . Les résultats seront comparés aux VLE fixées dans l'arrêté préfectoral. En cas de non-conformité, l'exploitant transmettra également les mesures correctives qu'il envisage de mettre en place.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale											
Proposition de délais : 4 mois											

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.1.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours son limités aux quantités suivantes :					
<table border="1"> <tr> <th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle en m³</th></tr> <tr> <td>Réseau public</td><td>5280</td></tr> </table>	Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle en m ³	Réseau public	5280	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle en m ³				
Réseau public	5280				
Constats : Il existe 2 compteurs d'eau séparés ; un pour l'eau à usage sanitaire et l'autre pour l'eau utilisée pour la lutte incendie. Le compteur pour le réseau d'eau à usage sanitaire fait l'objet d'un relevé mensuel. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer à l'inspection des installations classées sa consommation d'eau 2022 le jour de l'inspection. En effet, il a expliqué à l'inspection des installations classées que le prestataire en charge du relevé mensuel de la consommation d'eau lui indique une consommation aberrante de 110 000 000 m ³ ; ce dernier semble additionner les index au lieu de les soustraire. Par courriel du 28 juillet 2023, l'exploitant a transmis les éléments permettant de justifier d'une consommation de 4752 m ³ pour l'année 2022. Cette consommation est donc conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 4 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et de déchargement sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs - séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que le bordereau de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures est effectué une fois par an. Le dernier nettoyage a eu lieu le 9 septembre 2022 et a abouti à l'évacuation d'environ 4 tonnes de déchets liquides.</p> <p>Des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ont été émis par le prestataire ; l'exploitant a été en mesure de les transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas été en capacité de transmettre les attestations de conformité des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les attestations de conformité de ses dispositifs de traitement.</p>
<p>Observations : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il rencontre des difficultés pour se connecter sur la plateforme track-déchets et récupérer ses BSDD.</p> <p>Compte-tenu de la quantité de déchets évacués, il apparaît que l'exploitant doit procéder à une déclaration GEREP. L'inspection des installations classées va procéder à l'ouverture des droits ; une déclaration est donc attendue en 2024 pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 71.2
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Les récipients mobiles portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En cas de tenue informatique de l'état des stocks, il convient de vérifier la possibilité d'une édition en urgence, en cas de sinistre.</p>
<p>Constats : Jusqu'au 31 décembre 2022, le locataire Log'S stockait des produits dangereux de type engrais, pesticides, etc. pour son client principal. Il disposait des fiches de données de sécurité des différents produits stockés.</p> <p>Suite au départ de ce client, plus aucun produit dangereux n'est actuellement stocké sur le site.</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°1, le locataire Transalliance stocke uniquement des boissons non-alcoolisées ; aucun produit dangereux n'est présent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 4.3.10											
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur n°1 à 5 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentrations maximales (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>100</td></tr> <tr> <td>DBO₅</td><td>100</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>300</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr> </tbody> </table> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant fait réaliser des analyses des eaux pluviales une fois par an. Les derniers prélèvements ont été effectués le 1er juin 2022 ; les résultats étaient conformes. L'attention de l'exploitant a été appelé sur le fait que le laboratoire ne prenait pas les valeurs mentionnées aux articles 4.3.6 et 4.3.10 de l'arrêté préfectoral n°17 DCSE IC 005 du 15 février 2017. Il convient donc de rappeler au laboratoire qu'il doit se baser sur les valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral. Les prochains prélèvements auront lieu fin août/début septembre 2023. Les résultats seront à transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les points de prélèvement étaient clairement identifiés.</p> <p>Observations : Des analyses sont également réalisées sur les eaux usées dans le cadre de la convention de rejet avec le Grand Paris Sud. L'exploitant a reçu un courrier le 24 avril 2023 concernant le renouvellement de cette convention. Il est à noter que les analyses du 1^{er} juin 2022 montraient un dépassement de la valeur du pH. Si cette non-conformité apparaît de nouveau, l'exploitant devra rechercher l'origine de cette anomalie et proposer des actions pour se mettre en conformité.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>		Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	MES	100	DBO ₅	100	DCO	300	Hydrocarbures totaux	5
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)										
MES	100										
DBO ₅	100										
DCO	300										
Hydrocarbures totaux	5										

N° 7 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant procède au contrôle des installations électriques du site. Le contrôle par thermographie du 6 juillet 2022 était conforme ; le Q19 a été délivré. Toutefois, une vérification par ultrasons des installations était recommandée. Aussi, un rapport d'examen des installations électriques par détection ultrasonique, en date du 2 août 2022, conclut à l'absence de détection d'anomalies sur les équipements haute tension. Le prochain contrôle est prévu le 27 septembre 2023.</p> <p>Transalliance a procédé une vérification quadriennale de ses installations électriques, du 7 au 9 novembre 2022. Cette dernière fait apparaître une observation relative à la remise en état de la fermeture des portes de l'armoire afin d'en faciliter l'accès, au niveau de la cellule 5. Le Q18 délivré conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Une vérification des installations électriques a été réalisée par thermographie le 4 avril 2023 ; aucune observation et/ou non-conformité n'a été observée. Le Q19 a été délivré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Constats : La vérification du système de désenfumage a été effectuée le 28 septembre 2022 ; le rapport mentionne la présence de plusieurs fuites au niveau des exutoires de fumées et des vérins à changer. L'ensemble des travaux a été réalisé ; la fiche d'intervention du prestataire, en date du 23 janvier 2023, a été transmise.</p> <p>L'exploitant prend en charge la vérification annuelle des extincteurs des locaux techniques. La dernière visite a eu lieu le 2 décembre 2022 et n'a fait l'objet d'aucune remarque. La vérification annuelle des extincteurs chez Log'S a été effectuée le 11 août 2022 ; le remplacement des pièces détachées et la recharge de certains extincteurs ont été effectués à cette occasion.</p>

N° 11 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficultés.[...]
Constats : Lors de la visite, sur l'aire de stockage extérieure de Transalliance, l'inspection des installations classées a constaté le stockage anarchique de palettes, débordant sur la voie engins qui permet d'accéder au chemin stabilisé derrière l'entrepôt. L'inspection des installations classées a rappelé l'importance de laisser cette voie engins sans obstacle à l'exploitant. Il a été demandé qu'un rappel soit fait aux équipes. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du dégagement de l'absence de débordement de stockage de palettes sur la voie engins et du rappel fait aux équipes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Locaux de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sols, murs et rétention des locaux de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sols des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre. Les locaux sont sur rétention.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les sols des locaux de charge sont recouverts d'une résine étanche et anti-acide ; de même les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre. Un siphon permettant de récupérer les écoulements est présent ; il renvoie ces derniers dans une rétention. Les locaux de charge sont équipés de détecteurs d'hydrogène. Ces derniers ont fait l'objet d'un contrôle le 17 mai 2023 ; ce dernier était conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Issues

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Issues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, côté Transalliance, il a été constaté le stockage de palettes sur des passages piétons et sur le cheminement piéton menant aux issues de secours, notamment dans les cellules 5 et 7.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de laisser ces dégagements libres ; un rappel aux équipes est nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du non stockage de palettes sur les cheminements piétons et passages piétons et du rappel fait aux équipes, dans un délai d'<u>un mois</u>.</p> <p>Un exercice d'évacuation a été réalisé chez Transalliance en juin 2023 ; le compte-rendu de ce dernier n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmettra, sous 15 jours, le compte-rendu de l'exercice d'évacuation réalisé par Transalliance.</p> <p>Un exercice d'évacuation a eu lieu le 21 juin 2023 chez Log'S. Il ressort de ce dernier que le personnel n'a pas été formé.</p> <p>Comme mentionné précédemment, le locataire a repris une activité en avril ; le personnel nouvellement arrivé n'a pas encore été formé ; il le sera prochainement.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de <u>3 mois</u>, les attestations de formation du personnel.</p> <p>Un exercice d'évacuation global (Log'S et Transalliance) a eu lieu le 25 février 2022. Il ressort du compte-rendu que l'équipe POI n'avait jamais participé à un exercice dédié. Bien que l'évacuation du personnel ait été atteinte, il n'y avait aucune organisation et les secours n'ont pas été contactés. Les rôles au sein de l'équipe n'étaient pas distribués.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait du premier exercice "plan de défense incendie" (PDI) et que depuis le personnel a été formé.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations classées, les justificatifs de formation du personnel dans un délai d'<u>un mois</u>. Il communiquera également les éléments permettant de justifier de l'organisation d'un nouvel exercice d'évacuation avant fin 2023, sous un délai de <u>3 mois</u>.</p> <p>Il est à noter que la fréquence semestrielle des exercices n'est pas respectée. L'inspection des installations classées a insisté sur la nécessité de respecter cette fréquence.</p> <p>L'exploitant a appelé l'attention de l'inspection des installations sur le fait que le locataire Log'S était sans activité au cours du 1^{er} trimestre 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.[...]
Constats : Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre, du 17 juin 2022, fait apparaître qu'un compteur foudre, du côté Transalliance, est hors service. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce compteur a bien été changé. Aussi, il transmettra à l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier du changement du compteur foudre défectueux. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la visite visuelle aurait lieu le 3 août 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

Transalliance a procédé à la vérification annuelle de ses extincteurs le 24 février 2023 ; certains d'entre eux ont été changés car âgés de plus de 10 ans, d'autres présentaient des traces de corrosion ou ont été choqués.

Une vérification annuelle des robinets d'incendie armés (RIA) a été réalisée du 27 février au 06 mars 2023 et a mis en évidence la présence de 4 RIA avec des diffuseurs fuyards.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la levée de ces non-conformités. Il transmettra donc à l'inspection des installations classées tout justificatif attestant de la levée de ces réserves, dans un délai d'un mois.

La vérification des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) a eu lieu en octobre 2022. Il est apparu que plusieurs BAES avaient une autonomie inférieure à 1 h. L'exploitant a précisé qu'ils ont été pris en garantie et que le changement de l'ensemble des BAES a été réalisé le 30 mai 2023.

Les portes coupe-feu ont été contrôlées le 21 avril 2023 ; deux d'entre elles étaient non-conformes. Le devis pour les travaux sur les portes coupe-feu a été validé début juillet ; les travaux seront réalisés prochainement.

L'exploitant transmettra les éléments permettant d'attester de la réalisation de ces travaux sous un délai d'un mois.

Le groupe motopompe du système de sprinklage a été vérifié le 1^{er} mars 2023. Le rapport fait apparaître que des travaux de remplacement de tresses et de 8 blochets d'accouplement sont nécessaires. Les travaux ont été réalisés le 18 avril 2023.

Une vérification semestrielle du système de sprinklage est réalisée ; la dernière a eu lieu le 21 avril 2023. Le compte-rendu Q1 fait apparaître que l'installation est en situation d'échec (non démarrage du moteur en mode automatique), que des points de non-conformités sont susceptibles de mettre en échec le système et des observations et/ou améliorations sont proposées.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le nécessaire avait été fait puisqu'un essai de fonctionnement a été fait le 5 mai 2023 et que tout s'est bien passé.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les informations et documents nécessaires permettant de justifier du bon fonctionnement du système de sprinklage dans un délai de 15 jours.

La maintenance préventive du système de sécurité incendie a été effectuée le 23 décembre 2022 ; il ressort du compte-rendu que les batteries AES sont à changer ; les travaux ont été réalisés le 30 mai 2023.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un report d'alarme avait été installé côté Log'S en mai 2023.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que des protections étaient installées pour les extincteurs, RIA et les portes coupe-feu dans l'entrepôt.

Dans la cellule 9, côté Transalliance, il a été observé qu'une protection autour d'un RIA et d'un extincteur était particulièrement endommagée. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant de son remplacement, dans un délai d'un mois.

Observations : L'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur la mise en demeure prise à l'encontre de la société Chubb pour 37 références d'extincteurs qu'elle distribue en France, en raison d'un risque avéré pour la sécurité des personnes lors de leur utilisation.

L'arrêté de mise en demeure peut être consulté sur le site Internet de Legifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047745865>).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois